De l'autonomie à la séparation : 1959, 1963, 1965

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Entre 1946 et 1965, Singapour changea quatre fois de statut constitutionnel. Elle devint une colonie de la Couronne distincte lors de la dissolution des Établissements des Détroits en 1946, un État autonome en 1959, un État membre de la Fédération de Malaisie en 1963 et une république indépendante en 1965. Chaque changement modifiait les règles selon lesquelles les marchands commerçaient, les banques prêtaient et les gouvernements levaient des recettes. En vingt ans, le port passa d'une économie coloniale dirigée depuis Londres à une économie souveraine qui devait trouver ses propres marchés, émettre sa propre monnaie et défendre son propre territoire.

Ce chapitre suit ce parcours et se demande ce qu'il a signifié pour l'économie qui deviendrait plus tard une place financière. Il commence par la colonie d'après-guerre et les premières élections, aborde la constitution de 1959 et le programme économique du nouveau gouvernement, puis examine la fusion de 1963 ainsi que le compromis financier sur lequel elle reposait. Il décrit ensuite la séparation d'août 1965 et sa forme juridique, avant d'évaluer les conséquences économiques de l'indépendance : la perte du marché commun, l'acquisition de la souveraineté

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

budgétaire et monétaire et la réorientation de l'économie de son arrière-pays malais vers le monde. Une section sur l'héritage juridique de ces années pour la pratique actuelle et une comparaison avec Genève concluent le chapitre.

La comparaison avec Genève est instructive dès le départ. Le volume consacré à Genève relate comment la république restaurée entra dans la Confédération suisse en 1815 et devint un canton, renonçant à sa propre politique étrangère et, après 1848, à sa propre monnaie en échange de la protection d'un État plus grand. Singapour tenta un compromis semblable en 1963, un compromis qui dura moins de deux ans. Son échec contraignit la ville à devenir ce que Genève avait cessé d'être : une cité-État souveraine. Une grande partie de ce qui distingue aujourd'hui la place financière de Singapour, de ses réserves nationales à l'ouverture de son compte de capital, trouve ses racines dans les décisions de ces années.

L'essentiel

Singapour devint une colonie de la Couronne distincte le 1er avril 1946, tint ses premières élections restreintes en mars 1948 et obtint une Assemblée législative en grande partie élue après les élections du 2 avril 1955. Le State of Singapore Act 1958 conduisit à la pleine autonomie interne en 1959, lorsque le People's Action Party (Parti d'action populaire) remporta 43 des 51 sièges aux élections du 30 mai 1959. Après un référendum le 1er septembre 1962, Singapour rejoignit la Malaisie le 16 septembre 1963 en vertu de l'accord sur la Malaisie (Malaysia Agreement) du 9 juillet 1963, qui lui accordait un marché commun à mettre en place progressivement sur douze ans en contrepartie de 40 % de ses recettes fiscales nationales. Les frictions politiques et économiques, la Confrontation indonésienne et les émeutes raciales de 1964 conduisirent à l'Independence of Singapore Agreement du 7 août 1965, et Singapour devint un État souverain le 9 août 1965. La séparation priva Singapour du marché commun espéré et l'amena à émettre sa propre monnaie en juin 1967, tandis que le Republic of Singapore Independence Act 1965 assurait la continuité du droit en vigueur.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com